

# « Inventer un pendant social et culturel »

*Pour Zaki Laïdi, l'un des plus grands spécialistes français de la mondialisation, celle-ci produit des « richesses indéniables », mais doit être rendue compatible avec l'intérêt général. L'Europe ne pèsera sur le processus qu'en étant unie.*

**« Le 2 février dernier, François Hollande déclarait que la mondialisation devait être un sujet de la campagne présidentielle. En fait, elle ne l'est pas. Existe-t-il un désarroi du politique face à un processus peut-être ressenti comme inéluctable ? »**

Un certain désarroi est inévitable, car la mondialisation contraint le politique à penser les problèmes à une échelle à laquelle il n'a pas été préparé. Il doit prendre en compte des paramètres extérieurs en nombre croissant, alors que ses moyens de régulation à l'intérieur de son espace national se réduisent. Il ne faut pas en déduire que le politique n'a plus d'importance. C'est toujours au travers de l'action politique qu'une collectivité humaine se reconnaît et s'organise. Mais le sens et le contenu se transforment : il ne s'agit plus d'organiser une société par rapport à un projet abstrait, mais de penser à une échelle beaucoup plus large et de s'organiser en fonction de cette nouvelle donne.

**« Faut-il créer des instruments politiques nouveaux, par exemple pour faire contrepoids à l'Organisation mondiale du Commerce ? »**

L'OMC ne s'est pas créée d'elle-même. Elle est une organisation interétatique, voulue par les gouvernements pour organiser le commerce mondial. Elle est un organe de régulation et ce n'est pas contre elle qu'il faut tenter de s'organiser. Parler de réguler la mondialisation « face » à l'OMC est donc un contresens. Tous les États y sont représentés et ses décisions se prennent à l'unanimité, de sorte que le plus petit pays du monde peut s'opposer à un choix politique. Son fonctionnement repose sur le consensus. Dans la réalité, tous les États n'ont certes pas le même poids, mais cela est normal.

**« D'aucuns, comme Noël Mamère, prônent la création d'une OME, une Organisation mondiale de l'Environnement, qui examinerait toutes les décisions d'un point de vue écologique... »**

La réalisation de ce projet paraît indispensable à terme, même s'il n'est pas vrai qu'il n'y a pas de règles aujourd'hui. L'on dispose au contraire de tout un corpus de conventions et de normes internationales sur l'environnement. Mais une OME peut mettre de l'ordre dans ce dispositif qui, dans l'ensemble, n'est pas encore contraignant. Une telle organisation apparaît ainsi comme une nécessité vitale. Elle a toutefois peu de chances d'être créée sans l'accord des États-Unis et il faudra sans doute patienter quelques années avant de l'obtenir.

**« Comment limiter, ou contrebalancer, l'influence aujourd'hui prédominante des États-Unis ? »**

Le professeur  
Zaki Laïdi,  
47 ans,  
est chercheur  
au CERI  
(Centre  
d'Études  
et de  
Recherches  
internationales)  
à Paris,  
et enseigne  
à l'Institut  
d'Études  
politiques  
de Paris.



L'influence des Américains ne sera pas contrebalancée par des injonctions, elle ne peut l'être que par un rapport des forces. Or, chaque fois que l'Europe a fédéré ses actions, elle a considérablement renforcé ses positions. Ainsi, sur le plan commercial, les Quinze n'existent que parce qu'ils se sont dotés d'une politique unique. S'ils ne l'avaient pas fait, chaque pays irait négocier séparément avec les Américains ; autant dire que son influence serait nulle.

Sur le marché mondialisé, l'Union européenne pèse également face aux États-Unis car son marché unique réglementé lui procure, de facto, un droit de regard sur les grandes fusions qui peuvent intervenir outre-Atlantique. L'UE a ainsi empêché le mariage de General Electric avec Honeywell Bull. Dans deux domaines - marché intérieur et commerce extérieur - l'Europe dispose donc aujourd'hui de vrais outils pour influencer sur les événements.

La leçon est claire : les Européens compteront chaque fois qu'ils sauront exprimer un point de vue commun. Ils y ont réussi récemment en matière d'environnement, en permettant la conclusion des accords de Marrakech, qui font suite au protocole de Kyoto, en dépit de l'opposition des Américains.

Pour exister, l'Europe doit s'unir, autant que faire se peut, et exprimer des choix collectifs, notamment quand ils traduisent des préférences culturelles ou même, pourquoi pas, un rapport à l'alimentation différents de ceux des États-Unis. Malheureusement, la politique étrangère reste le point faible de l'Union européenne car les résistances à la fédéralisation de la diplomatie demeurent très fortes.

**« Les opposants à la mondialisation plaident en faveur d'une « relocalisation » de l'économie et**

**de la culture. Cette démarche, si elle s'accompagne d'un culte de l'enracinement et du particularisme, ne contient-elle pas un risque de nationalisme, voire de ségrégation ? »**

La mondialisation n'est pas productrice en soi d'identité et une société a besoin de redéfinir ce qu'elle a d'original chaque fois qu'elle entre dans un cadre plus grand. À la lumière de cette réalité, ce que l'on appelle relocalisation apparaît comme un phénomène historique, culturel, anthropologique et politique naturel. Il n'y a pas forcément contradiction entre l'intégration dans les réseaux de la mondialisation et une attention plus forte portée à l'identité des peuples. Il y aurait néanmoins un risque si les peuples, au fur et à mesure que s'étendra l'espace mondialisé au plan marchand, se repliaient sur eux-mêmes dans une attitude purement défensive. Ce danger est d'autant plus réel que ces replis peuvent exprimer une forme d'égoïsme, mue par une volonté de ne pas partager la richesse.

**« D'aucuns condamnent la mondialisation sans appel, d'autres y voient « ce qu'il est arrivé de mieux au monde » (Mario Vargas Llosa). Où est la vérité ? »**

Il faut sortir de cette dichotomie abêtissante. La mondialisation est un fait. Elle repose sur des processus technologiques, scientifiques, idéologiques qui sont producteurs de richesses indéniables. Mais elle laisse de nombreux problèmes en friche. Par-dessus tout, un constat préoccupant s'impose : l'accroissement de la richesse privée s'accompagne aujourd'hui d'un certain appauvrissement de la richesse publique. Pour y remédier, il est vain d'imaginer que l'on puisse arrêter la mondialisation. Le défi est de la rendre compatible avec un intérêt général qui revêt une dimension sans précédent, puisqu'il se conçoit désormais à l'échelle du monde. L'enjeu est d'inventer un pendant social, culturel et identitaire à la libéralisation des marchés. Aujourd'hui, les jeux ne sont pas faits. Tous les auteurs d'interprétations mécanistes de la mondialisation, qu'elles soient iréniques ou catastrophistes, perdent de vue que ce processus - comme tout processus historique - peut être pris en main. Ses conséquences ne sont ni inévitables, ni inéluctables. ●

↳ LIRE

De Zaki Laïdi : La gauche à venir. Politique et mondialisation (Éditions de l'Aube, 2001), Le sacre du présent (Flammarion, 2000), Malaise dans la mondialisation (Textuel, 3<sup>e</sup> édition en 2000).

↳ SURFER

<http://www.laidi.com>